Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 30 n°15 Edmonton, semaine du 12 au 18 avril 1996 12 pages 60¢

• Assemblée annuelle de l'ACFA régionale de Bonnyville

«Restez Canadiens français, un pas de plus vers l'unité nationale»

Clémence Lavoie-Lemire

BONNYVILLE - C'est sous le thème «Restez Canadiens français, un pas de plus vers l'unité nationale» qu'a eu lieu l'assemblée annuelle de l'ACFA de Bonnyville le 28 mars dernier.

À cette occasion Luc Pinon, président, a dévoilé son rapport annuel dans lequel il fait le survol des activités de l'année 1995-96. Au volet financier, M. Pinon est fier de la remontée qui s'est effectuée l'an dernier. Le déficit accumulé de 22 000 $ est maintenant effacé et la régionale termine son exercice avec un surplus de 725 $. Une augmentation de la subvention de base, une baisse de loyer ainsi que de bons résultats des casinos sont à l'origine de la santé financière de l'association. Dans le secteur culturel, les activités ont été nombreuses; les francophones de la région ont eu droit à plus de neuf spectacles invités en plus de ceux présentés par la troupe de théâtre Les Sacripants, ainsi qu'à une foule d'événements communautaires: souper-causerie, veillée du jour de l'An, etc...

Le dossier le plus préoccupant du secteur communications demeure la mauvaise réception de CHFA. Un projet a été soumis au ministère du Patrimoine canadien et on attend toujours patiemment une réponse.

Une vaste campagne de concertation a été lancée en 1995 afin de doter la communauté d'un plan de développement global pour les trois prochaines années. La concertation s'effectue aussi au niveau provincial, puisque M. Pinon siège aussi au comité culturel provincial ainsi qu'au comité de restructuration. En guise de conclusion, le président souligne que les activités organisées par la régionale ont attiré un nombre record de participants en provenance de Cold Lake, ce qui laisse présager un avenir de coopération accrue entre les deux communautés. M. Pinon termine son rapport avec de chaleureux remerciements aux employés de la régionale, aux membres du conseil d'administration qui terminent leur mandat ainsi qu'à tous les bénévoles dont le dévouement était essentiel au succès des activités de l'année.

Suite au rapport du président, M. Reed Gauthier, vice-président de l'ACFA provinciale est venu transmettre ses félicitations et ses encouragements à la régionale. Il a souligné la vitalité de la régionale, tout en rappelant la gravité du problème de l'exogamie; il a de plus incité les membres de la régionale à ne pas rester inactifs face au démantèlement du pays. Il a terminé son allocution en affirmant qu'une réponse serait donnée d'ici six mois dans le dossier de l'antenne de CHFA.

Après la présentation du rapport financier, les membres ont pu élire le nouveau conseil d'administration, composé de tous les membres du conseil finissant qui se sont représentés au grand complet.

Photo: Line Martel

Une pelle à deux manches, gracieuseté du Conseil de coordination de la région Centre-Sud de l'Alberta, fut utilisée lors de la levée de la première pelletée de terre de l'École Sainte-Marguerite Bourgeoys et du Centre communautaire de Calgary. Les deux manches symbolisaient les deux volets du futur complexe: le volet communautaire, représenté par M. Ben Van de Walle, président de la Société du Centre scolaire-communautaire de Calgary (à gauche) et le volet scolaire, représenté par Madame Shirley Valentine, présidente du Conseil des commissaires de la Commission scolaire catholique de Calgary (au centre). À droite, on reconnaît Madame Suzanne Sawyer, présidente du Conseil de coordination de la région Centre-Sud de l'Alberta.

À lire en page 2...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

17L 5 XX67 (Q)
10015349
MICROFILM INC. SOCIETE CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

• Centre scolaire communautaire de Calgary

Première pelletée de terre

Alain Bertrand

CALGARY — Le Centre scolaire-communautaire de Calgary sera enfin bientôt construit, la première pelletée de terre ayant été jetée le 24 février dernier. Les efforts ininterrompus de la communauté francophone se voient finalement récompensés.

Une pelle à deux têtes, représentant les sections scolaire et communautaire, a été utilisée lors de la cérémonie officielle dans le quartier Lincoln Park.

«Nous voyons enfin la lumière au bout du tunnel», s'exclame un participant. «Après toutes ces années, ça débouche enfin», applaudit un autre.

Parmi les nombreux dignitaires présents figuraient le maire Al Duerr, l'échevin Barry Erskine, là membre de la législature Jocelyn Burgener et Shirley Valentine, directrice du Conseil scolaire catholique de Calgary.

Pour bien des francophones, le Centre scolaire-communautaire qui sera construit à côté de l'école Bishp Carroll enverra un message important au Québec sur le dynamisme de la dualité linguistique canadienne.

«Ceci souligne notre position vis-à-vis du Québec, déclare le maire Duerr. Notre ville reconnait sa dualité linguistique et culturelle.»

L'école Sainte-Marguerite Bourgeoys accueillera 500 élèves dès son ouverture en septembre 1997. Le coût de la partie scolaire sera défrayé par le gouvernement provincial tandis que le gouvernement fédéral déboursera le coût de la partie communautaire. Grâce à son programme «mètre par mètre», la Société du Centre scolaire-communautaire a déjà amassé un montant de 250 000$. En effet, les francophones et francophiles ont participé en grand nombre en achetant pour la modique somme de 50$ un mètre carré du futur centre. L'appui au centre se veut aussi international, puisque Madame Brigitte Bender, de Mothern en France, y a participé.

«Restez Canadiens français, un pas de plus vers l'unité nationale»



Photo: Clémence Lavoie-Lemire

Nouveau conseil d'administration: Paul Vincent, directeur; André Bélanger, 1er vice-président; Luc Pinon, Président; Jean.-P. Dumoulin, 2e vice-président; Suzanne Antoniuk, directrice; Clémence Lavoie-Lemire, agente et Marguerite Ducharme, directrice.

• ACFA régionale de Bonnyville

Bénévoles de l'année

Texte et photo: Clémence Lavoie-Lemire



Roland Lajoie et Sr Colette Pelchat



Luc Pinon, président; Rémi Gagnon, bénévole de l'année et Solange Lajoie

BONNYVILLE — **Depuis plusieurs années, l'ACFA régionale de Bonnyville reconnaît des bénévoles de façon particulière. Lors de l'assemblée générale annuelle, les Soeurs de l'Assomption, à titre honorifique, et Rémi Gagnon ont été reconnus bénévoles de l'année 1995.**

Soeur Colette Pelchat, repésentante des Soeurs de l'Assomption, a accepté l'honneur. Roland Lajoie a fait l'éloge de l'implication des soeurs dans la communauté pendant une cinquantaine d'années. En tant qu'enseignant, il a eu l'occasion de travailler avec huit religieuses. Elles ont également partagé leurs talents avec la communauté le soir en offrant des cours de piano, d'art, en travaillant avec des groupes de jeunes dont les Louveteaux, les Jeannettes, les Guides et les Croisés... C'est à regret que nous devons leur dire Adieu. Merci pour tout.

En conclusion, M. Roland Lajoie termine en disant que: «Les Soeurs de l'Assomption sont venues à l'aventure pour nous ouvrir les yeux, les oreilles, l'esprit et les coeurs par leur exemple et leur enseignement.»

Le deuxième bénévole de l'année 1995, Rémi Gagnon, a été présenté par Solange Lajoie. Elle a relaté son travail acharné pour la francophonie, que ce soit au niveau de la SPECF, la société des parents, comme président, enseignant, entraîneur et arbitre, comme bénévole aux bingos, président de l'ACFA régionale et dans les différents comités de l'association. Rémi est une personne dévouée, dynamique, bon cuisinier, jovial et acteur. Il enseigne présentement à l'école H. E. Bourgoing et il est responsable du programme *français langue seconde*. M. Luc Pinon, président de l'ACFA régionale, lui a remis un cadeau-souvenir pour souligner sa nomination.

Coup de foudre au Bonnie Doon

Par Lise Villeneuve

Ici Marcel X, anciennement réputé l'homme le plus romantique de la Faculté Saint-Jean.

Mesdames, vous vous demandiez de qui provenait ce joli valentin anonyme le 14 février passé? Mystère résolu! Qui passait des heures à tenir les portes pour votre confort? Qui offrait de cirer vos chaussures lorsque vous conversiez au salon étudiant? Nul autre que moi-même, Marcel X. Toutefois, comme vous avez pu le constater, j'ai dû abandonner ces pratiques parce que vous n'en étiez pas du tout reconnaissantes. Au fait, vous m'avez ridiculisé, ignoré et «coeur-brisé». Bande d'ingrates!

Et vous, les lecteurs, avant de me juger et de croire que je ne suis qu'un Casanova, laissez-moi vous expliquer quelque chose. Il y avait un but derrière cette «chasse-à-la-femelle». Vous remarquerez que je ne cherchais que des **femmes francophones**. Oui, j'étais à la recherche de ma future épouse. Je devais bien commencer à préparer mon rêve: élever ma petite famille francophone dans un joli bungalow tout près du centre commercial Bonnie Doon. Mais comme vous le savez, les femmes francophones ne traînent pas sur tous les coins de rue (pardonnez l'expression). Je devais donc exploiter les ressources de la Faculté Saint-Jean. Mais en vain! J'ai vraiment tout essayé pour séduire les demoiselles, mais chaque fois on m'évitait, on me repoussait comme si j'étais contagieux. En dernier recours, j'ai même écrit à Mimi dans le *Mouton Noir*, mais elle ne m'a jamais répondu. Peut-être a-t-elle jugé mes avances trop impertinentes?

Oui, j'ai sombré dans le désespoir, jusqu'à ce que...

Ah, vous êtes curieux maintenant? Laissez-moi vous raconter une histoire extraordinaire, preuve de l'existence du Destin.

Tout a débuté lorsque je suis allé faire mon épicerie au *Safeway* de Bonnie Doon, activité habituellement banale. Quand j'ai réalisé que j'avais choisi la plus longue file d'attente, je me suis dit que ce choix devait avoir sa raison d'être. C'était le Destin. En effet, j'ai senti une étrange force qui m'attirait vers la caisse enregistreuse. C'était inexplicable mais au moment où mes yeux ont croisé ceux de la caissière, j'avais tout compris. Je suis resté paralysé, à la regarder, cette beauté safewayenne aux cheveux bruns pâles aux yeux bruns pâles et au teint pâle. Du premier coup d'oeil, je savais qu'elle n'était pas comme les autres; elle dégageait une odeur unique: l'odeur francophone. Sur son macaron je lisais euphoriquement: «Marie-Josée». Quel instinct!

J'ai immédiatement senti une énergie positive entre nous. Elle me dévorait d'un regard si pénétrant et interrogateur que j'en avais des frissons. Elle aussi entendait sûrement l'appel du Destin. Je devais dégager une aura extraordinaire car tous les gens autour de moi me regardaient. Ensuite, chose bizarre, une vieille femme m'a bêtement donné un essuie-tout en disant: «Here Sonny, wipe that big chunk of crap off your chin before somebody else does». D'accord, elle avait légèrement interrompue notre moment magique mais je savais, en quittant le Safeway, que ce n'était que le début d'une longue histoire d'amour. Un jour, Marie-Josée allait être ma femme. C'était le coup de foudre, j'en étais persuadé!

(Suite la semaine prochaine).

La cabane à sucre de Calgary: un grand succès

Alain Bertrand

CALGARY - Le froid n'a pas gelé l'enthousiasme des participants à la cabane à sucre annuelle de Calgary le 24 février dernier. Il faisait froid, c'est vrai, mais pas suffisamment pour ternir une ambiance imperméable aux intempéries.

Pas moins de 600 personnes, dont un grand nombre de militaires, ont participé à cet événement tant attendu. La présence militaire s'explique par le nouvel endroit choisi pour tenir la cabane à sucre: la base militaire ell-même.

Le froid dérangea un peu le déroulement des activités. Par contre, après s'être tout de même creusé un peu l'appétit, les convives se sont régalés d'un savoureux souper traditionnel: soupe aux pois, fèves au lard, jambon et patates. Que peut-on demander de plus? Félicitations au chef Guy Robin et à tous ses bénévoles qui ont participés à la préparation et au service de ce délicieux repas.

Une cabane à sucre n'en est pas une sans musique. Nous avons eu droit à la musique d'ambiance de Réjean Labrecque et de Marcel Meilleur, violoniste de Saint-Boniface. Le groupe *Suroît* des Iles-de-ls-Madeleine a obtenu un succès sans égal en clôturant la soirée.

«La réaction a été très positive», explique Denis Meilleur, agent de développement de l'ACFA régionale de Calgary. «Les gens qui assistent régulièrement (à la cabane à sucre) ont été très satisfaits du nouvel emplacement. Cette année, beaucoup de gens étaient heureux du fait que la cabane à sucre était plus francophone que par le passé. Je crois que notre cabane continuera à prendre de l'ampleur d'année en année.»

Cette année, une coopération entre les divers organismes francophones de Calgary a assuré le succès de la cabane à sucre. Parmi ceux-ci figuraient l'ACFA régionale de Calgary, la Société de théâtre de Calgary, le comité de parents de l'école Ste-Anne, la Société du Centre scolaire-communautaire et la Société Franco-Canadienne de Calgary. Le comité organisateur était composé de Denis Meilleur, Sylvie Mercier, Guy Robin, Aline Doyle. Parmi les commanditaires: Maurice Deslauriers de AMI Assurances, Cadieux et Compagnie, le Club Inter et le Conseil de Coordination.

Éditorial

La redoutable efficacité de la Défense canadienne

Ça y est, j'ai enfin trouvé la façon de régler les problèmes de scandales à tous les niveaux de gouvernement. Après la fête des pères, le jour du Souvenir et la Saint-Patrick, je propose la *Journée nationale des fonds de tiroirs*. Pour célébrer cet événement, tous les fonctionnaires des bureaucraties municipales, provinciales et fédérale, y compris toutes les agences connexes, doivent chercher frénétiquement toute la journée, dans tous les recoins de leurs bureaux, les documents reliés de près ou de loin à un scandale de l'année qui précède. Imaginez l'économie de ressources: plus de commissions d'enquêtes, royales ou autres, plus d'attaques féroces de la part des partis d'opposition, et la solution de tous les mystères et énigmes qui entachent la vie politique canadienne depuis trop longtemps. Sans parler de la réputation des gouvernements, qui s'en trouverait rehaussée. L'affaire Airbus au fédéral, le scandale Multicorp en Alberta, l'affaire des casinos en Colombie-Britannique, toutes ces entraves au processus démocratique pourraient être levées grâce à la *Journée nationale des fonds de tiroirs*. Afin de simplifier encore la tâche à nos bureaucrates-chercheurs, je propose le premier avril comme date officielle de cette journée. Pourquoi? Tout simplement parce que l'année financière de la plupart des gouvernements et entreprises publiques se termine le 31 mars.

Il serait donc plus facile de fouiller et de retrouver les documents dans les dossiers de l'année qui se termine officiellement.

Il est tout à fait logique que ce soit le ministère de la défense qui soit l'inventeur de cette méthode de résolution des scandales; en effet, il s'agit là d'une arme redoutable qui fera trembler tous les politiciens, soldats et bureaucrates malhonnêtes.

Sans parler des résultats spectaculaires: en l'espace d'une journée, on mettra la main sur des milliers de mémos secrets qui traînaient dans les poubelles, les contenants de recyclage, les classeurs et les ordinateurs personnels. Le lendemain de la fouille, des centaines de hauts fonctionnaires, voire de ministres, perdront leur poste et devront subir l'impitoyable efficacité du système judiciaire canadien.

Béats d'admiration devant le succès de cette journée, les entreprises privées et les organismes sans but lucratif emboîteront le pas au gouvernement. Plus de gaspillage, plus de trafic d'influence et plus d'abus de la part de dirigeants sans scrupule.

J'écris tout de suite une lettre à l'UNESCO pour leur soumettre ma proposition. Peut-être pourrons-nous un jour célébrer ensemble la *Journée INTERNATIONALE des fonds de tiroirs*. Une autre magnifique contribution canadienne au patrimoine mondial.

François Pageau

Courrier des lecteurs



Madame, Monsieur,

Nous sollicitons votre appui pour la sauvegarde du statut, du mandat et du financement de ce qui constitue propablement le plus grand bien culturel canadien, la Société Radio-Canada.

Comme vous le savez, la Radio et la Télévision de la SRC ont été et demeurent la plus importante scène artistique au Canada français. Elle sont à l'origine de productions qui ont marqué les étapes de notre histoire et ont contribué à forger une identité culturelle unique au monde.

À la fois tribune d'information, d'éducation et de développement culturel, la SRC donne vie aux débats comme aux spectacles. Elle agit comme moteur et agent de transformation sociale, jouant avec brio son rôle d'éveilleur. La Société Radio-Canada a été à la fois l'âme et le véhicule de cette culture riche et originale qui s'est développée au Canada français.

La SRC demeure le seul média canadien d'information, d'éducation, de culture et de divertissement en ondes toute la journée d'un océan à l'autre. Son enracinement dans les régions est profond et doit demeurer; il permet aux francophones du pays de faire entendre leur voix à l'échelle nationale et il comble les besoins particuliers de ceux-ci par la création d'émissions qui leur sont propres.

Les accomplissements de la Société Radio-Canada représentent un phénomène unique au monde. Bien des Canadiens le reconnaissent, tout comme des observateurs d'autres pays qui découvrent la vitalité et l'excellence qui marquent sa production. Après avoir agi comme précurseur au plan technologique, avoir innové avec une programmation originale et avoir formé des artistes et des artisans parmi les plus grands de l'industrie, la SRC se retrouve aujourd'hui devant le plus grand défi de son existence.

Nous vous serions reconnaissants de partager notre préoccupation face à une menace qui n'a aucunement sa raison d'être. Il faut préserver Radio-Canada, et ce, sans mettre en péril le développement d'autres entreprises culturelles, comme les musées, les maisons de théâtre et les salles de concert, qui vivent également des moments difficiles. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à manifester votre appui en écrivant à la ministre du Patrimoine.

Avec l'expression de nos meilleurs remerciements et de nos chaleureuses salutations.

Antonine Maillet
Écrivain

et les co-signataires:
Roland Arpin, directeur général, Musée de la Civilisation du Québec
André H. Caron, dir. du département des communications, Université de Mtl
Jean-Claude Delorme, Conseiller, Caisse de dépôt et placement du Québec
Raymond Garneau, président, Industrie-Alliance
Andrée Lachapelle, comédienne
Victor Lévy-Beaulieu, dir. général et rédacteur en chef, Éditions Trois-Pistoles
Edouard Locke, dir. artistique, La la la Human Steps
Claude Meunier, comédien
Jacque Michaud, Président et **Yvon Samson**, dg, FCFA
Nycol Pageau-Goyette, présidente, Pageau-Goyette
Lorraine Pintal, dir. générale et artistique, Théâtre du Nouveau Monde
Jean-Bernard Robichaud, recteur, Université de Moncton
Consad Sioui, Conseil de bande des Montagnais
Serge Turgeon, président, Union des Artistes
Kim Yarochevskaya, comédienne



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



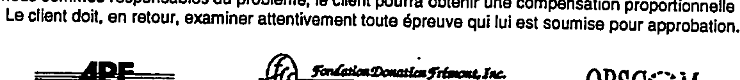
Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Infographiste: Lynda Gagnon-Holmstrom
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)
Rivière-la-Paix: Patrice Savoie(St-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
Plamondon: Dany Martin

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647
lefranco@compusmart.ab.ca






Cahier historique

Thème 1
La colonisation de l'Ouest

Durant les prochains mois, Le Franco publiera une série de cahiers portant sur l'histoire des francophones dans l'Ouest canadien et plus particulièrement en Alberta. L'ensemble du projet est rendu possible grâce à l'aide financière du ministère du Patrimoine canadien.

Textes et recherche: Michel Bouchard
Photos: Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton

Pourquoi la Confédération?

La Confédération canadienne a été fondée pour résoudre de sérieuses difficultés économiques et politiques. Les Américains avaient refusé de renouveler le traité de réciprocité (libre-échange, déjà...) en 1864. De plus, la structure politique qui avait été mise en place après l'union du Haut et du Bas Canada (respectivement Ontario et Québec) par l'*Union Act*, que le Parlement britannique a adoptée le 23 juillet 1840, était en crise.

La Confédération répondait au besoin d'assurer un marché aux entrepreneurs. Sans le traité de réciprocité, les capitalistes canadiens perdaient un accès précieux au marché américain. Cependant, le commerce entre les colonies britanniques était entravé par de nombreux tarifs douaniers et diverses réglementations commerciales complexes. Avec la Confédération, un grand marché canadien serait créé et protégé de la concurrence étrangère, notamment américaine, par une politique tarifaire unifiée. Cela permettrait aux entrepreneurs de vendre leurs produits en grand nombre et ainsi stimuler l'industrialisation du nouveau pays.

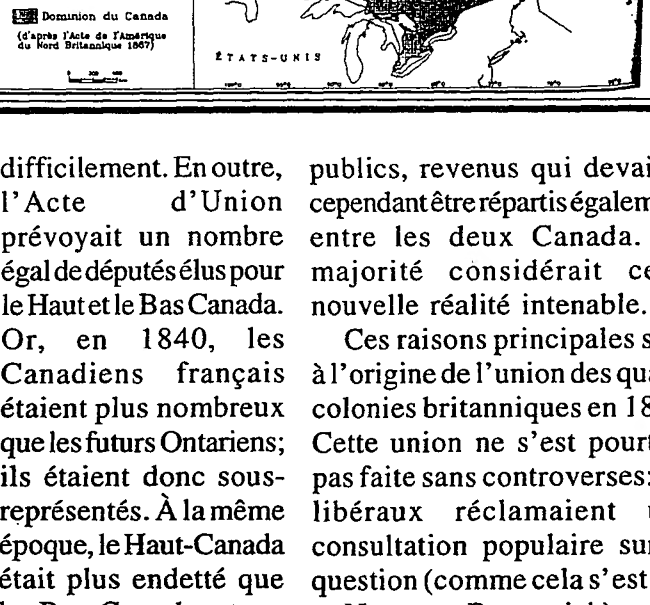
La bourgeoisie canadienne était donc favorable à la Confédération. De plus, cette union des colonies britanniques en Amérique du Nord serait en mesure de financer la construction de voies ferrées et des autres infrastructures économiques essentielles à leur développement. La Confédé-ration procurait à la bourgeoisie montante un accès aux marchés internationaux. En reliant Montréal et Toronto à Halifax par chemin de fer, les entrepreneurs avaient ainsi accès à un port qui n'était pas pris dans la glace pendant l'hiver. Auparavant, les commerçants des colonies britanniques dépendaient des compagnies de transports américaines et du port de New York pour l'exportation de leurs produit vers les Maritimes, l'Europe et les Antilles.

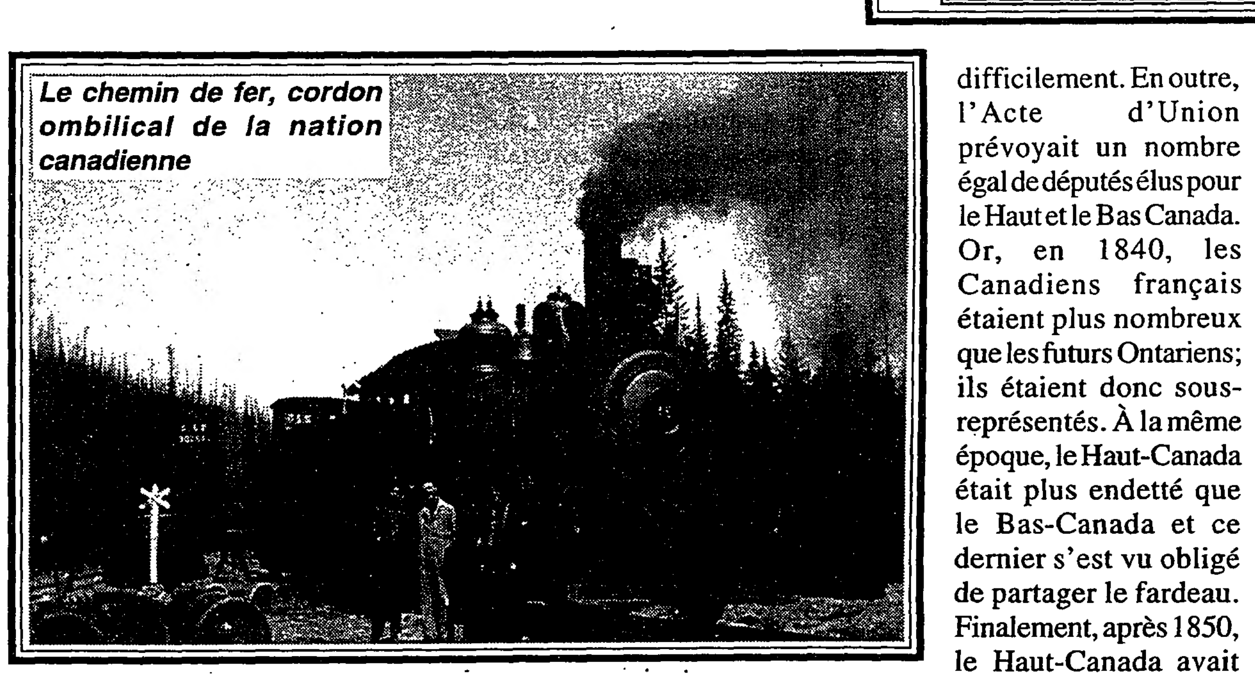
Avec le chemin de fer, il serait aussi possible d'intégrer l'Ouest dans l'économie canadienne. Le blé des prairies serait acheminé vers la voie laurentienne pour exportation et, en contrepartie, l'Ouest serait un nouveau marché pour les produits manufacturés du Canada central.

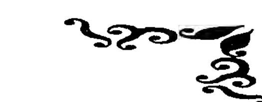
Cependant, les nouvelles frontières de l'Ouest n'avaient pas encore été délimitées. Il y avait un danger que les États-Unis ennexent ces terres de l'Ouest canadien si la Confédération ne le faisait pas avant. La menace américaine demeurait toujours présente. L'Angleterre avait appuyé les sudistes durant la guerre de sécession américaine et on craignait des représailles au Canada de la part des nordistes victorieux. D'ailleurs, les *Fenians*, des immigrants irlandais aux États-Unis, avaient l'intention avouée d'envahir le Canada. En s'emparant des colonies britanniques en Amérique du Nord, ils espéraient utiliser ces otages pour négocier l'indépendance de l'Irlande, qui était à ce moment-là entièrement sous domination britannique. Ils ont attaqué le Nouveau-Brunswick, le Haut-Canada (Ontario) et le Bas-Canada (Québec) en 1866. En s'unissant, les colonies pouvaient partager les coûts de la défense militaire.

Finalement, le régime politique qui avait été instauré après l'union de 1840 était en crise. Pour gouverner, il était nécessaire d'obtenir une double majorité de députés du Haut et du Bas Canada, ce qui se faisait difficilement. En outre, l'Acte d'Union prévoyait un nombre égal de députés élus pour le Haut et le Bas Canada. Or, en 1840, les Canadiens français étaient plus nombreux que les futurs Ontariens; ils étaient donc sous-représentés. À la même époque, le Haut-Canada était plus endetté que le Bas-Canada et ce dernier s'est vu obligé de partager le fardeau. Finalement, après 1850, le Haut-Canada avait rétabli ses finances publiques et contribuait pour plus de la moitié des revenus publics, revenus qui devaient cependant être répartis également entre les deux Canada. La majorité considérait cette nouvelle réalité intenable.

Ces raisons principales sont à l'origine de l'union des quatre colonies britanniques en 1867. Cette union ne s'est pourtant pas faite sans controverses: les libéraux réclamaient une consultation populaire sur la question (comme cela s'est fait au Nouveau-Brunswick) ce que refusait le gouvernement conservateur. Quoi qu'il en soit, le Parlement britannique a adopté l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui créait la Confédération canadienne, en 1867.




Le chemin de fer, cordon ombilical de la nation canadienne






• Le mythe du pionnier

Cher colon, ton histoire est une épopée

Tout au long du XIXe siècle, la colonisation constitue l'épopée de l'Ouest canadien. Du Canada, des États-Unis et de l'Europe, les immigrants entraient à flots pour défricher la forêt et la prairie de peine et de misère avant de prospérer grâce à leur acharnement. Telle est l'histoire populaire de l'ère de la colonisation, une histoire qui a été romancée jusqu'à devenir mythique.

L'histoire populaire accorde malheureusement peu d'importance à l'histoire de l'Ouest avant l'arrivée des pionniers. Le professeur Foster, du département d'histoire de l'Université de l'Alberta, explique: «Lorsqu'on remonte dans le temps avant l'arrivée des pionniers, on se retrouve à l'ère des dinosaures, des commerçants de fourrures et des Indiens. Un certain attrait romantique est rattaché à tout cela, mais je trouve que pour la majorité des Albertains, des Saskatchewanais et des Manitobains, cela n'est pas pertinent à leur vécu. Une fois que nous sommes dans l'ère des pionniers, nous découvrons les personnages aux vertus héroïques, mais on ignore volontairement les problèmes liées à cette colonisation: l'alcoolisme endémique, la violence, les dépressions nerveuses, la criminalité; on préfère déifier nos ancêtres, leur accorder un statut surhumain.. Ces pionniers sont parés de toutes les vertus que nous valorisons aujourd'hui: le travail, le sacrifice et l'acharnement, des vertus qui soulignent que nos communautés ont été mises à l'épreuve, ce qui est vrai, mais sans contrebalancer cette vision idéalisée par une étude plus minutieuse des problèmes qu'ils ont aussi vécus. »



Une famille de colons albertains au tournant du siécle

Le gouvernement canadien, au tournant du siècle, faisait l'éloge de l'agriculture et de la vie rurale. Le ministre de l'immigration au tournant du siècle, sir Clifford Sifton, disait vouloir peupler l'Ouest de colons répondant à cette description: «Un paysan costaud vêtu d'un manteau en peau de mouton, un homme de la terre dont les ancêtres ont été des fermiers depuis dix générations, un homme dont l'épouse est vaillante et les enfants nombreux.»

Le mythe pionnier s'est ainsi répandu dans les différentes communautés albertaines. Les immigrants d'origines diverses ont pu participer à la création de ce nouveau mythe national, le mythe du pionnier de l'Ouest, dans lequel ils ont joué un rôle de vedette et non de figurant.

L'établissement d'immigrants dans de régions qui n'étaient pas habités —les autochtones ont été confinés aux réserves longtemps avant l'arrivée massive d'immigrants— a permis de rehausser le statut de ces populations dans l'Ouest. Les immigrants étant les "premiers", on évitait la domination du groupe anglo-saxon, comme c'était le cas en Ontario. «L'Ontarien pouvait se targuer d'être le premier arrivant dans plusieurs régions. Mais dans l'Ouest, les autres groupes ethniques, y compris les francophones, pouvaient aussi réclamer le titre de "premiers" habitants d'une région, explique le professeur Foster. Conséquemment, l'Ontarien avait une relation différente avec les autres groupes ethniques dans l'Ouest qu'en Ontario. L'expression anglaise désignant un "foreigner" n'est pas du tout répandue dans l'Ouest, mais elle est largement utilisée à l'est du Manitoba pour désigner un autre Canadien.»

L'élément tragique du mythe du pionnier, selon le professeur Foster, est qu'il accorde peu d'importance à l'histoire légitime des peuples qui y étaient avant l'arrivée des arpenteurs et des pionniers. «Je suis troublé par le fait que, de plus en plus, les autochtones sont considérés comme un groupe de pression. Ils auraient bénéficié de privilèges que n'avaient pas les autres Canadiens pendant un quart de siècle, explique l'historien John Foster, ce qui est loin d'être le cas.»

Les historiens et écrivains français Edmond et Jules de Goncourt ont affirmé que: «L'histoire est un roman qui a été, le roman est de l'histoire qui aurait pu être». En réalité, l'histoire est un roman qui se rédige au présent, pour le présent. Nul ne peut nier les accomplissements de ces pionniers, mais ce mythe masque parfois une réalité moins honorable.

L'Ouest existait avant l'arrivée des pionniers et son histoire a peu d'importance aujourd'hui. L'histoire des Autochtones, des Métis et des Canadiens français n'est plus aujourd'hui qu'un bref épilogue, romantique mais sans conséquence, qui précède l'époque glorieuse de la colonisation. Les immigrants, notamment de l'Europe continentale, ont ajouté des éléments qui leurs sont propre au mythe du pionnier. En étant les "premiers" à coloniser certaines régions, et en réussissant à grimper l'échelle sociale en peu de temps, ils se sont assurés que leur histoire ne serait pas qu'une anecdote historique, ce qu'est malheureusement devenue l'histoire des peuples d'avant la colonisation.

• Le français dans l'Ouest

Droit ou privilège?

«Des droits égaux pour tous, des privilèges pour personne» a longtemps été le cri de ralliement des orangistes, repris par de nombreux Canadiens par la suite. Un de ces privilèges était la reconnaissance officielle de toute langue autre que l'anglais. Particulièrement le français. Les écoles françaises, l'utilisation du français dans la législature et tout autre institution provinciale étaient des «privilèges» qui pouvaient être révoqués à tout moment car ce n'étaient pas des droits reconnus par le groupe dominant anglo-saxon. Il était même préférable de ne pas se montrer trop généreux avec les Canadiens français, car les autres groupes ethniques auraient revendiqué à leur tour des «privilèges», ce qui aurait pu mettre en péril l'unité du pays en devenir.

Selon le professeur Foster, du département d'histoire de l'Université de l'Alberta: « Si les Français avaient droit à ce que les anglophones considéraient comme des privilèges, il aurait été nécessaire, au nom de l'équité, d'accorder ces mêmes privilèges aux Mennonites, aux Ukrainiens orthodoxes et aux Polonais catholiques. On croyait que cela entraînerait la balkanisation du Canada. Je suis certain que Haultain serait intéressé par ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans. Pour lui, ce serait la confirmation du problème qu'il voyait émerger au Canada, et de l'heureux effet de ses actions qui ont remédié au problème en enlevant les privilèges, ou tout au moins en essayant de retirer les privilèges accordés à la communauté francophone.» On ne voulait pas non plus reproduire la source des conflits qui avaient opposé les anglophones et les francophones de l'est du pays. Cette incompréhension profonde de la différence entre un droit et un privilège est la source de la plupart des problèmes qu'ont vécu et que vivent encore les francophones de l'Ouest canadien.

• Le rêve de Cartier

Une province française dans l'Ouest qui n'a jamais vu jour

L'exode massif de Québécois à la fin du siècle dernier était une blessure qui refusait de se cicatriser. Elle alarmait les dirigeants ecclésiastiques et politiques du Québec qui la croyaient mortelle pour le Canada français. De centaines de milliers de Québécois se dirigeaient vers les usines de la Nouvelle-Angleterre. Monseigneur Alexandre-Antonin Taché, de Saint-Boniface, aurait voulu détourner cette migration vers l'Ouest. Mais l'élite québécoise et cet évêque de l'Ouest n'ont jamais pu forger un front commun qui aurait encouragé l'émigration québécoise vers l'Ouest. Hélas, le rêve de Georges-Étienne Cartier de faire du Manitoba une province française ne s'est donc jamais réalisé.

La crainte des dirigeants québécois de l'époque était le spectre d'un Québec dépeuplé et envahi d'immigrants venus de l'étranger. Le danger n'était nullement exagéré. En 1900, il y avait 573 000 Canadiens français en Nouvelle-Angleterre, alors que la population du Québec en 1901 n'était que de 1 648 898 personnes. Il avait aussi un va-et-vient considérable. Bon nombre de Québécois (plus de 300 000) avaient habité en Nouvelle-Angleterre pour se faire des économies avant de reprendre le chemin de la mère patrie. À l'Assemblée législative du Québec, les débats se concentraient sur les mesures que devait prendre le gouvernement pour endiguer ce flot.

La suggestion de Mgr Taché d'encourager l'émigration québécoise vers l'Ouest a été reçu froidement par l'élite québécoise. Le père Albert Lacombe, par exemple, n'a pu gagner l'approbation du Premier ministre québécois, sir Charles-Eugène Boucher de Boucherville: «Loin de m'encourager pour notre affaire d'émigration, il m'a assuré qu'il ferait tout dans son pouvoir pour empêcher les Canadiens de la province du Québec d'émigrer au Manitoba, a-t-il rapporté au Mgr Taché. Il m'a dit d'aller chercher ceux des États-Unis et puis voilà.»

Le gouvernement québécois s'opposait à tout dépeuplement de la province qui aurait affaibli son poids politique et démographique au sein de la Confédération. Il aurait été politiquement très difficile pour la province d'encourager une forte émigration québécoise vers l'Ouest, car le Québec et l'Ontario s'accusaient l'un l'autre de vouloir étendre leur pouvoir sur la nouvelle province du Manitoba.

Mgr Taché avait en principe reçu l'approbation des évêques québécois, en 1871, pour recruter des colons au Québec. Une lettre circulaire avait été composée pour circuler dans les paroisses. Cette lettre déplorait l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis et recommandait vivement que l'on trouve des moyens d'attacher ces gens à la terre canadienne. Lorsqu'une personne ne pouvait absolument plus vivre dans sa paroisse, les clercs devaient l'encourager à choisir le Manitoba plutôt que la route menant aux États-Unis. Les évêques du Québec étaient d'accord avec ce principe, mais pas nécessairement avec les façons de procéder à son application.

Les Québécois qui émigraient partaient très souvent sans vendre leurs terres. Il était souvent impossible de savoir quelles familles seraient les prochaines à prendre la route vers la Nouvelle-Angleterre. Les prêtres-colonisateurs ont donc adopté la stratégie de visiter toute famille qui considérait émigrer dans un avenir rapproché. C'est pourquoi le clergé et l'élite québécoise accusaient les prêtres de l'Ouest d'inciter des familles à émigrer, mêmes celles qui n'en avaient pas l'intention.

Par ailleurs, même ceux qui étaient favorables à ce que les immigrants se dirigent au Manitoba plutôt qu'aux États-Unis ne voulaient aucunement donner le feu vert au recrutement de pionniers pour l'Ouest: «Nous ne saurons, cependant, hors ces cas, encourager aucune émigration régulière de Québec à Manitoba» peut-on lire dans le journal montréalais *La Minerve* du 8 avril 1876. «Parce que se serait travailler à diminuer la force de notre nationalité ici, sous prétexte de l'augmenter là-bas.»

Les prêtres-colonisateurs ont tenté d'attirer plus d'immigrants francophones, mais la méfiance de l'élite québécoise face à toute migration a miné leurs efforts. La Nouvelle-Angleterre était toujours la destination de prédilection des Québécois qui s'expatriaient, parce que les usines de la Nouvelle-Angleterre étaient plus proches. En 1860, on pouvait partir du Québec en train et se rendre dans les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre en un jour ou deux pour moins de 10$.



Le Père Albert Lacombe, missionnaire

La vie dans les usines de la Nouvelle-Angleterre était difficile, mais le salaire que l'on pouvait y gagner était jusqu'à trois fois plus élevé qu'au Québec. En 1872, dans les moulins d'Hochelaga à Montréal, les chefs de famille gagnaient à peine 0,60$ par jour et , à Québec, moins de 0,50$. Par contre, à Lewiston au Maine, un journalier gagnait 1,50$ par jour. Ce n'est qu'en s'exilant que beaucoup d'ouvriers et petits fermiers pouvaient espérer payer leurs dettes et réussir à faire des économies.

Inversement, les coûts de transport pour se rendre dans l'Ouest étaient élevés; le transport des immigrants d'outre-mer était subventionné, mais pas celui des Québécois. Pour la majorité des immigrants québécois aux États-Unis, ce n'était qu'un séjour "temporaire", tandis que l'émigration dans l'Ouest était définitive.

Mgr Taché, de Saint-Boniface, a aussi été accusé d'avoir dépeint les Territoires du Nord-Ouest comme étant un territoire inhospitalier et improductif. Dans son *Esquisse sur le Nord-Ouest de l'Amérique*, publié pour la première fois en 1869, Mgr Taché avait tenté de faire le point sur les régions propices à la colonisation. Le texte a été repris par les Libéraux lors de la campagne électorale de 1872 pour discréditer le conservateur sir Georges-Étienne Cartier. Celui-ci a été accusé d'avoir acquis à un prix onéreux «un immense territoire couvert de glace."

Malgré toutes les embûches, le recrutement d'expatriés n'était pas entièrement sans succès. Durant la décennie 1880-1890, près de 5000 pionniers francophones provenant des États-Unis se sont installés au Manitoba. Mais une reprise économique aux États-Unis, en 1880, défavorisait le rapatriement des Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre. D'ailleurs, de nombreux Canadiens français qui travaillaient dans les usines de la Nouvelle-Angleterre avaient quitté des vies pénibles dans des régions de colonisation comme l'Outaouais et le Saguenay-Lac-Saint-Jean et ne désiraient pas revivre cette expérience dans l'Ouest.

Le rêve de Cartier de faire du Manitoba une province française n'a jamais été réalisé, faute d'un nombre suffisant d'immigrants. Le clergé et les politiciens québécois n'étaient pas d'accord avec Cartier et Mgr Taché sur l'importance d'une présence française dans l'Ouest. Les premiers craignaient que tout dépeuplement du Québec ait affaibli davantage la nation canadienne-française. Les derniers croyaient qu'en encourageant l'immigration au Manitoba, la nation canadienne-française prospérerait grâce à une présence française dans l'Ouest. Les petits paysans et ouvriers québécois préféraient tout simplement prendre le chemin des usines de la Nouvelle-Angleterre en quête d'un emploi mieux rémunéré qu'au Canada.

Sources:

Robert Painchaud, *Un rêve français dans le peuplement de la Prairie*, St-Boniface, Éditions des Plaines, 1986.

Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1990.



• L'élite anglo-saxonne qui prédomine

L'Ouest façonné à l'image de l'Ontario

La suprématie de la langue anglaise dans les provinces de l'Ouest est aujourd'hui incontestée, mais cela aurait pu être autrement. Les bases de la société albertaine ont été jetées par une petite élite d'Ontario qui a émigré dans les années 1880. Elle s'est assurée que les provinces de l'Ouest seraient modelées sur l'Ontario britannique et protestant. Le premier ministre John A. Macdonald, dans une lettre expédiée à un conservateur canadien-français proéminent, souligne ce phénomène: «Il en résulte que le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest deviennent ce qu'est maintenant la Colombie-britannique: entièrement anglaise, avec des lois anglaises, une immigration anglaise, ou plutôt britannique, et, j'ajouterais, les préjugés anglais.»

Le professeur John Foster, du département d'histoire de l'Université d'Alberta, est d'avis qu'il faut étudier le comportement du groupe dominant anglo-saxon, c'est à dire les protestants de langue anglaise d'origine britannique, comme un groupe ethnique. Les Ontariens, qui se considéraient d'abord et avant tout britanniques et protestants, voulaient s'assurer que la nouvelle société qui se formait dans l'Ouest canadien soit, elle aussi, très britannique.»

Les immigrants qui se dirigeaient vers les Territoires du Nord-Ouest étaient peu



nombreux dans les années 1880 mais, du point de vue des habitants déjàa sur place dans ces anciens territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson, c'était un véritable déluge. La population blanche des territoires est passée de 1500



personnes en 1881 à 50 000 en 1891. Ces immigrants venaient principalement de l'Ontario et ils ont très tôt bouleversé l'ordre social.

Les immigrants de l'Ontario voulaient recréer leur société, mais en l'améliorant: «Une des conditions de cette amélioration, explique John Foster, est que le statut social soit rehaussé. Il va sans dire que cela a été exprimé dans les politiques de Frederick Haultain, à l'assemblée législative des Territoires; ce politicien a gagné l'appui de la majorité, non seulement des Ontariens, mais aussi des immigrants américains et britanniques. Ces derniers craignaient que, dans le futur, l'Ouest ne soit pas ce qu'ils espéraient s'ils ne posaient pas des gestes politiques pour assurer la prédominance des traditions britanniques et protestantes.» C'est la raison pour laquelle les anglophones s'offusquaient des supposés "privilèges" accordés aux francophones par le gouvernement central lors de la création de l'Ouest et décriaient ce qu'ils considéraient comme étant de l'ingérence étrangère dans les politiques de l'Ouest.

Le groupe anglo-saxon dominait aussi toutes les institutions de la province. L'immigrant anglophone de la classe moyenne était habituellement instruit et comblait donc les postes clés des secteurs public et privé. «Lorsqu'on met en place une infrastructure administrative locale, affirme le professeur Foster, cela exige du personnel instruit, possédant une expérience administrative. Ce n'était pas seulement vrai pour les emplois gouvernementaux, mais aussi dans les activités des Églises protestantes, des missions et des entreprises privées.»

Ce sont aussi les anglophones qui ont été les premiers à délaisser la campagne pour la ville. Le professeur Foster raconte que de nombreuses communautés qui font maintenant partie de la ceinture ukrainienne au nord-est d'Edmonton étaient, il y a 75 ou 80 ans, des communautés anglo-saxonnes: «Ces pionniers [anglo-saxons] sur la ferme, s'ils faisaient face à trop de difficultés ou si ce n'était pas aussi rentable que prévu pouvaient vendre leurs fermes et déménager en ville. Ils avaient l'assurance de trouver des emplois conformes à leurs attentes. Pour la paysannerie de l'Europe de l'Est, la ville n'offrait pas ces mêmes avantages.» En retour, les immigrants slaves achetaient ces terres et la "ceinture" ukrainienne se consolidait et s'agrandissait.

Les Ontariens qui au cours des années 1880 se sont installés dans l'Ouest voulaient faire du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest de provinces très britanniques, grâce à un système scolaire public national. En Ontario, avant la Confédération, les *Clear Grits*, les Libéraux de George Brown, avaient contesté les articles de la nouvelle constitution qui accordaient aux catholiques de l'Ontario le droit d'avoir leurs propres écoles financées par la province. Ils ne voulaient pas tomber sous la "domination française". L'historien Donald B. Smith[1] explique que c'est cette tradition des *Clear Grit* qui exprimait le mieux les désirs des Ontariens qui s'installaient dans l'Ouest, plutôt que celle, plus tolérante, du parti Conservateur de John A. Macdonald.

En 1887, le père Lacombe avait prévu que les droits des francophones seraient bientôt brimés: «L'élément anglais, avec tout son fanatisme et sa brutalité habituelle, essaiera de déterminer si c'est maintenant le temps de nous attaquer de front, avec de bonnes chances de succès», a-t-il écrit à Monseigneur Taché. Il craignait que les journaux et les politiciens ne s'attaquent aux droits des Canadiens français.

Le père Lacombe n'était pas prophète, mais il était prévoyant. Le *Calgary Herald* affirmait, le 24 février 1890: «la nécessité absolue d'obtenir pour la langue anglaise au Canada la suprématie que les armes britanniques et les institutions britanniques peuvent revendiquer à la fin du XIXe siècle dans un pays au-dessus duquel flotte le pavillon britannique depuis un siècle et quart.»

Grâce aux politiques des gouvernements territorial et provincial, le groupe anglo-saxon dominant a pu assurer la suprématie de la langue anglaise et des institutions britanniques en Alberta. Le racisme n'était toutefois pas répandu dans toutes les institutions. « On exigeait de tout nouvel arrivant qu'il participe au fonctionnement démocratique de la société, explique le professeur Foster. Il avait certaines responsabilités qu'il devait assumer: payer les impôts, établir et participer aux gouvernements locaux et tout le reste. Cela devait se faire en anglais. Une fois que l'immigrant avait fait cela, la communauté dominante se retirait et le laissait en paix.»

L'anglicisation des immigrants a permis leur participation active dans la vie politique et économique de la province. Cette anglicisation n'était pas nécessairement voulue par la population immigrante, mais ils ont très tôt maîtrisé les règles du jeu: «Rares sont les endroits du globe ou nous avons vu transition aussi rapide. Ces immigrants, refoulés au bas de l'échelle sociale, ont réussi à participer aux activités de l'élite politique et économique, et cela en trois générations à peine." Cette évolution a désamorcé le conflit social, car les chefs de file des communautés immigrantes partageaient des intérêts communs avec la société dominante.

Le but avoué de l'élite anglo-saxonne a été atteint. L'anglais s'est imposé dans les provinces de l'Ouest et les institutions de la société sont largement britanniques. Ces provinces n'étaient pas exactement comme l'Ontario, à cause du grand nombre d'immigrants qui sont venus s'établir. Toutefois, l'héritage autochtone, métisse et canadienne-français a été largement ignoré et parfois même sciemment rejeté de la formation de ces nouvelles provinces.

[1] SMITH, Donald B., *A History of French Speaking Albertans,* dans «Peoples of Alberta», sous la direction de Harold et Tamara Palmer, Saskatoon, Western Producer Prairie Books, 1985.



L'élite de l'Ouest Canadien à la fin du siècle dernier: De g. à dr., et de haut en bas: Cc. Chipman, Alexander Rutherford, George Buleya, Père Albert Lacombe et Lord Strathcona

Branchés... à la vitesse de la lumière

(NC)—L'autoroute de l'information—le réseau de transmission par fibres optiques qui permet les communications à grande vitesse est le sujet au jour. Le problème est qu'il n'existe actuellement qu'une seule longueur d'onde (onde porteuse d'informations sur l'autoroute) en usage, et elle ne peut acheminer qu'une quantité limitée d'information. Afin que l'autoroute électronique devienne vraiment efficace, on doit en augmenter le nombre de longueurs d'onde et avoir accès à chacune d'elles n'importe où sur le réseau.

C'est là qu'entre en jeu le chercheur Chi Wu. Ses travaux de doctorat à l'Université de Toronto ont constitué les premières recherches sur les filtres passe-bande, dispositifs qui permettraient d'ajouter des longueurs d'onde à une transmission sur un réseau à fibres optiques à grande vitesse, ou d'en retirer. Cette technologie pourrait permettre d'accroître de façon exponentielle la quantité d'informations transmises au moyen des lignes téléphoniques actuelles.

Dans le cadre de sa thèse, Chi Wu a proposé une nouvelle théorie, puis a conçu, briqué et testé de nouvelles structures du filtre passe-bande. Ses travaux ont constitué une percée théorique et un tour de force dans le domaine du génie. Quatre brevets Ont été déposés, et deux d'entre eux ont été accordés.

« On a proposé de nombreux types de filtres, mais peu ont fonctionné, explique M. Wu. Je suis heureux que ceux que j'ai conçus fonctionnent. » Il affirme qu'il doit ce succès au fit qu'il ait effectué ses travaux et fabriqué son appareil dans le cadre de sa thèse à Recherches Bell-Northern, le laboratoire de recherche de Northern Telecom. Chi Wu est maintenant à la tête d'un projet à Recherches Bell-Northern, où l'on développe sa technologie.

« Nous avons été les premiers à explorer ce domaine, et nous avons par conséquent une longueur d'avance sur les autres travaux dans cette discipline, affirme-t-il. Nous prévoyons commercialiser et utiliser les filtres passe-bande dans les systèmes de communications d'ici la fin du siècle. C'est à ce moment-là que nous disposerons véritablement d'une autoroute de l'information. »

En reconnaissance de ses réalisations à l'Université de Toronto, M. Wu a reçu l'une des quatre prix de 5 000 $ décernés aux meilleurs travaux de doctorat en sciences naturelles et en génie au cours de la dernière année.

• La traduction littéraire

Un travail d'ethnologue

Alain Bertrand

CALGARY — Le 29 mars dernier, lorsque Nésida Loyer parlait de sa dernière traduction littéraire, on aurait facilement pu entendre une mouche voler dans l'auditoire composé d'une quarantaine de personnes, à l'Alliance française de Calgary.

Lors de sa conférence, Madame Nésida faisait part à une assemblée toute ouïe de ses difficultés et expériences acquises lors de sa traduction du roman *Headhunter* de Timothy Findley, intitulé en français «Le chasseur de tête».

Avec un charme et un professionnalisme hors-pair, elle a su nous rapprocher de ce métier un peu hors du commun. Installée à Calgary depuis une quinzaine d'années et directrice d'une entreprise de traductions commerciales, *Intertext Language Services*, Nésida Loyer laissait bien paraître qu'un traducteur littéraire est avant tout un passionné du livre et du langage. Maintes fois, un traducteur se veut ethnologue, décortiqueur, toujours à la recherche de meilleurs mots, d'autres expressions encore plus adéquates. «Il faut toujours se méfier de ce que l'on croit connaître» souligne Nésida Loyer.

«Vous êtes vraiment habité par le personnage du livre que vous traduisez; vous partez même en vacances avec la disquette» explique-t-elle.

Comme chaque traducteur littéraire, Nésida Loyer est aussi confrontée aux problèmes que pose la coédition. Puisque «Le chasseur de tête» a été édité en France et au Québec, il fallait qu'elle soit vigilante dans son choix de mots pour que les lecteurs puissent plus facilement s'identifier au roman. Par exemple, le mot «weekend» est très répandu en France tandis qu'au Québec, on parle plutôt de «fin de semaine».

Suite en page 12...

OFFRES D'EMPLOI

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

1/2 duplex, près du ravin Mill Creek, 1 pâté de maisons de la Faculté St-Jean et Maurice-Lavallée, 3 ch. à coucher, 1 1/2 salle de bain, 5 appareils ménagers, 1 600 pieds carrés, sous-sol. 465-4511 (26-4)

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

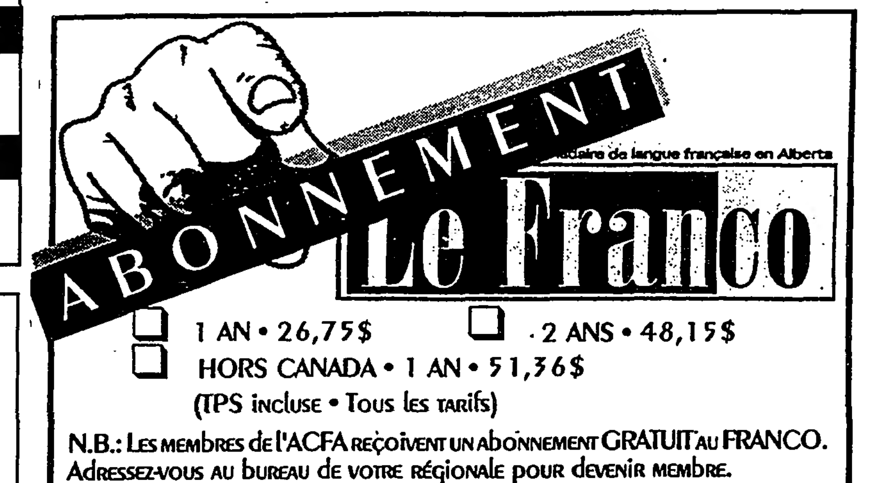
Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3E dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

Saint-Paul

1e, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30



☐ 1 AN • 26,75$ ☐ 2 ANS • 48,15$
☐ HORS CANADA • 1 AN • 51,36$
(TPS incluse • Tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ____________
Adresse: ____________
Ville: ____________ Province: ____________
Code postal: ____________
Téléphone: ____________

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco
(En lettres moulées S.V.P.)
8923-82 avenue • Edmonton • Alberta • T6C 0Z2
Tél.:465-6581 • Téléc.:465-3647 • lefranco@compusmart.ab.ca

... suite de la page 10

Un autre problème auquel on fait face dans ce métier est la date d'échéance; cette pression de la part des éditeurs est une «épée de Damoclès» continuellement suspendue au-dessus de la tête du traducteur. «Il y a parfois moyen de repousser les dates d'échéance car les maisons préfèrent recevoir un ouvrage bien fait plutôt qu'un manuscrit peu soigné.»

«Timothy Findley est un auteur très introspectif. Le livre est rempli de descriptions qu'il a fallu rendre en français. Dans ce domaine, on pratique le doute systématique; on se remet toujours en question. Il faut parcourir des livres parallèles pour y retrouver les citations mentionnées dans la version originale.» Aidée de son mari Alain, Nésida Loyer doit sans cesse faire du «remue-méninges» pour traduire l'esprit du roman. «On ressent le frisson de la création lorsqu'on trouve la solution d'un problème de traduction», ajoute cette professionnelle.

Si la traduction littéraire n'est pas très payante, ce parcours jalonné d'étapes bien particulières est par contre un énorme enrichissement personnel. Pour Nésida Loyer, la passion et la raison se livreront toujours une lutte sans merci.

TV5 : À NE PAS MANQUER!

NOTE : L'heure des émissions est indiquée selon l'heure de l'Est.

CELUI QUI CHANTE...
MICHEL BERGER

De *Tout pour la musique* à *Superficiel et léger*, tout le monde fredonne les refrains de Michel Berger. Pour ne pas oublier cet artiste de grand talent, mort beaucoup trop jeune, plusieurs vedettes se sont réunies au Bataclan pour lui rendre hommage. Entrevues, témoignages et chansons ponctuent cette émission exceptionnelle. Vanessa Paradis, Luc Plamondon, Maurane, Patrick Bruel, Francis Cabrel et, bien sûr, France Gall nous donnent une fois de plus le bonheur et l'émotion retrouvés de Michel Berger. Samedi 20 avril à 19h30 (rediffusion dimanche soir à 0h15 et mardi à 13h).

SAVOIR PLUS : LES NOUVEAUX TRAITEMENTS DU CANCER

Sur le front du cancer, la médecine ne cesse de progresser : nouveaux médicaments, nouveaux traitements, mais aussi, meilleure qualité de vie pour les malades. Au cours des dernières années, les plus grandes victoires avaient été remportées sur les cancers rares. En revanche, les cancers les plus courants restaient très difficiles à traiter. Depuis peu, les plus redoutables, cancer du poumon et du sein entre autres, reculent face aux nouvelles armes dont dispose la médecine. SAVOIR PLUS passe en revue les nouveaux traitements du cancer. Dimanche 21 avril à 23h15 (rediffusion vendredi à 10h).

STING, UN ENGLISHMAN À **TARATATA**

L'ancien leader du groupe The Police rend visite à Nagui. Aujourd'hui, Sting est une des figures les plus importantes de la musique. À 45 ans, et plus de trente millions d'albums vendus au cours de sa seule carrière solo, le chanteur ne cesse de convertir en or tout ce qu'il touche. *Mercury Falling*, son dernier opus, rythmé entre bossa-nova, country, gospel, soul et jazz, est un nouveau petit chef-d'oeuvre. Onze titres sensuels, intimistes et surprenants, comme cette *Belle Dame sans regret*, écrite et chantée en français sur un air de bossa-nova. Sting à **TARATATA**, un must! Vendredi 26 avril à 23h45 (rediffusion dimanche à 13h).

À SURVEILLER

Renaud, Cesaria Evora et Ace Of Base : un menu éclectique au programme de l'émission **LE MONDE EST À VOUS**, dimanche 21 avril à 15h30.

Pourquoi choisit-on de porter l'uniforme? **ÇA SE DISCUTE**, mardi 23 avril à 20h30 (rediffusion mercredi soir à 1h05 et jeudi à 13h).

GÉOPOLIS fait le point sur les relations économiques entre la France et la Chine, vendredi 26 avril à 19h30 (rediffusion samedi à 23h15).

Note : l'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet : http://www.tv5.org

Décès Dupuis

Le lundi 1er avril 1996 est décédée Madame Clara Dupuis au Foyer Youville, St-Albert, dans sa 98e année d'âge. Elle fut précédée dans la mort par son époux Henri Arthur (1964), un fils Arthur (1991) et une fille Jeannette (1993).

Elle laisse dans le deuil trois filles et deux garçons: Cécile, F.J., Émilien et Léo (Yvonne) d'Edmonton; Gertrude (Georges) Nobert, St-Albert; Louise (Donald) Péloquin, Lethbridge, ainsi que 19 petits-enfants et 30 arrière-petits-enfants.

La vigile de prières a eu lieu au Salon funéraire Connelly-McKinly, St-Albert, le mardi à 19h ainsi que les funérailles le lendemain à 10h. Le Père Maurice Beauregard, o.m.i. officia les deux services. L'inhumation a eu lieu au cimetière Holy Cross.